

Que voulez-vous faire d'aujourd'hui ?

«L'enfer des vivants n'est pas une chose à venir ; s'il en est un, c'est celui que nous habitons tous les jours, que nous formons à être ensemble. Il est deux manières de n'en point souffrir. Beaucoup réussissent aisément dans la première : accepter l'enfer et en faire partie au point de ne plus le voir. La seconde est risquée ; elle exige un apprentissage et une attention continus : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, est lui donner de l'espace.»

Italo Calvino

P3,Le temps retrouvé.

Le socialisme est mort.

La gauche de 1789 est heureuse mais fatiguée.

L'ambition raisonnable : une nouvelle utopie.

P8,Esquisses pour un nouveau progressisme

Vive l'individualisme !

Cosmopolite : c'est ton destin !

L'Europe, vite.

La démocratie ne s'use pas si l'on s'en sert.

Pourquoi pas moi ?

Le travail rend-il libre ?

Une entreprise pleine d'acteurs.

La vie devant soi.

Que vive la chose publique !

P22,Gauche, fin et suite.

Maastricht ou la gauche absente.

Déplacer les lignes.

L'écologisme, entre intégrisme et corporatisme.

Le Pen, aime la France ou quitte-la !

Ethique et politique : brève rencontre ?

Lieu commun.

Le monde change; mais peut-on changer le monde ? Les événements, tantôt heureux, tantôt inquiétants, qui agitent la planète montrent chaque jour que l'histoire existe, plus que jamais sans doute. Mais en sommes-nous des acteurs ? Notre modernité semble faite à la fois d'un échec définitif du volontarisme et d'une victoire tout aussi définitive de l'intentionnalité. Nous faisons le monde, mais pas comme l'ont fait nos dieux. Nous le changeons dans la douleur et dans la confusion. Nous ne savons pas toujours où nous allons, mais un regard vers l'arrière nous convainc que les métamorphoses que nous vivons ne sont pas illisibles. La réalité qui se crée n'est pas la fille de nos rêves, mais tout de même une descendante indirecte. La complexité ressemble d'abord à de l'opacité : la guerre du Golfe, la disparition de l'Urss sont-ils des pas en avant ou des retours en arrière ? Pour tenter de répondre à ces questions, il faut prendre du recul, changer d'échelle, plonger dans la durée.

Acteurs, nous le sommes d'abord en rendant notre visibilité panoramique — et notre modestie, concrète. Puis en prenant conscience de la présence d'autres acteurs, en les écoutant, en se frottant à leurs desseins et à leurs cheminements. Ayant pris la mesure de ce qui nous dépasse, nous pouvons reconstruire un tout bien différent des simples certitudes de naguère. Nous pouvons mieux apprécier ce que peut ou ne peut pas le débat civil, ce que peut ou ne peut pas le choix collectif, ce que peut ou ne peut pas l'action publique. Nous pouvons réapprendre à faire de la politique, et à l'aimer.

Là sont les vrais et grands enjeux d'aujourd'hui. Si l'on accepte de les assumer, le premier acte ne consiste pas à balayer avec mépris les discours, si mesquins soient-ils, de la vie politique quotidienne, mais au contraire à chercher à leur donner sens au regard de ces interrogations fondamentales. Ce qu'on appelle aujourd'hui "crise de la politique" traduit d'abord une difficulté de l'ensemble de la société (et pas seulement de la "classe politique") à reconnaître les limites de la politique; en ce sens, c'est un passage nécessaire et salutaire. Mais cette perte de confiance traduit aussi l'incapacité de la société politique, tous acteurs confondus, à rebondir vers de nouvelles manières de vivre le débat public. La philosophie politique est à la mode; tant mieux. Souhaitons que cet engouement ne soit pas qu'une cerise confite sur un gâteau rassi. C'est particu-

lièrement nécessaire à gauche, où la conscience pourtant aiguë qu'un renouvellement s'impose ne dépasse souvent guère le stade d'une autocritique ne procédant d'aucune problématique claire. Or c'est bien d'une nouvelle manière de poser les questions que l'on a besoin.

Le texte qui suit se veut une contribution à cet effort de réflexion. En y travaillant, nous avons choisi de ne poser aucune borne à notre parcours. Partis d'un questionnement de l'idée de progrès, nous n'excluons pas que le couple gauche/droite sorte en mauvais état de cette épreuve. Nous ne voulions nous contenter ni d'autoproclamations tautologiques ("La gauche, ce sont les idées des personnes de gauche."), ni de dénégations commodes ("Quand on voit comment est la droite, on n'a pas besoin de savoir ce qu'est la gauche."). Si finalement nous continuons de revendiquer la filiation avec la "culture de gauche", c'est d'une part parce que nous nous reconnaissons quelques lignes de fond communes avec ce que la gauche a été — mais pas forcément celles qui étaient mises en évidence ces dernières années; c'est d'autre part parce que nous pensons qu'il est possible, qu'il est encore possible de donner au mot "gauche" de nouvelles significations où une définition actualisée du progrès trouve ses marques et prenne forme. Pour cela, nous souhaitons — et c'est le sens de ce geste public — que tous ceux, individus ou organisations, qui sont intéressés par et à une telle démarche se rencontrent, quelle que soit leur culture d'origine. C'est le rassemblement de la gauche possible et non celui de la gauche accomplie qui nous intéresse. Nous ne sommes pas des fétichistes du patrimoine. L'idée de gauche vaut pour nous comme projet, non comme ethnique. Le capital historique de la gauche française doit être rapidement réinvesti, faute de quoi le progressisme irait loger ailleurs.

Le temps retrouvé.

Héritière des meilleurs apports de l'humanisme chrétien, la gauche européenne a montré, depuis la Révolution française, comment l'image librement forgée d'une société idéale pouvait fournir des horizons utiles à l'action quotidienne et aider à faire naître des réalités, certes différentes de ce qui avait été rêvé, mais différentes aussi de ce qu'aurait été un monde géré sans projet ambitieux. Héritière des pires traditions du messianisme chrétien, une partie des forces se réclamant de la gauche a transformé la vision de la totalité en totalitarisme, a nié tout à la fois la démocratie du marché et le marché de la démocratie, a confisqué aux citoyens l'idée même de vérité et, là où on l'a laissé faire, forcé des sociétés entières hors de leur propre histoire.

L'écroulement de cette seconde et monstrueuse manière de se dire de gauche est un bienfait, qui laisse intact le crédit de la première. Si l'on fait le bilan de l'héritage socialiste, social-démocrate et, dans les rares cas où il avait fait sienne l'exigence démocratique, communiste, on trouve, à côté de faiblesses certaines, une capacité à lancer des débats sur des valeurs non encore partagées par tous, à rendre visibles les conséquences pratiques de l'application de ces valeurs, à assumer les contradictions que les grands idéaux contiennent en eux-mêmes ou provoquent parmi les groupes d'intérêt de la société, bref à gérer l'utopie non comme un récit mythique, mais comme une fiction utile.

Le bilan est positif, mais c'est un bilan. Des deux grandes démarches utopiques que la gauche a portées, celle du mouvement ouvrier et celle de la Révolution française, l'une est morte, l'autre vieillit.

Le socialisme est mort.

La gauche a longtemps cru que prendre le parti des exclus lui garantissait d'adopter à coup sûr celui du progrès. Mais nous savons qu'il n'existe en ce domaine aucun mécanisme. Les groupes sociaux opprimés ou exploités adoptent, souvent par nécessité, une posture défensive. Mis en marge des grands mouvements d'invention et de création, se percevant, non sans raison, comme des non-acteurs, ils tirent souvent leur idéologie d'un mélange de rejet du "système", innovations comprises, de défense jusqu'au corporatisme des avantages acquis et de conservatisme moral face à la "dépravation" des nantis.

Ces traits ont existé dans la classe ouvrière depuis ses débuts. Son opposition au patronat, lui-même le plus souvent ultra-conservateur, sa lutte pour la survie qui devenait un grand combat pour les droits de l'homme, son élargissement démographique constant durant deux siècles ont pu faire penser que dans le monde ouvrier gisait l'avenir de toute la société. L'union entre la gauche et le mouvement ouvrier a produit l'idée de solidarité et a largement contribué à la mise en place de la protection sociale. Dans les enjeux d'aujourd'hui, cette association a dans l'ensemble cessé d'être efficace. La revendication d'une plus juste répartition de la valeur ajoutée entre le capital et le travail ne peut plus fonder une démarche politique, d'abord parce que d'autres enjeux qu'économiques et pourtant majeurs sont apparus, ensuite parce que la marche progressiste de la société ne passe pas forcément par la satisfaction des demandes immédiates, aussi respectables soient-elles, de telle ou telle catégorie, enfin parce que nous savons mieux en quoi consiste la politique, non en une "traduction" sur un autre terrain des relations entre groupes sociaux, mais en l'invention d'autre chose : la légitimité d'un projet et d'une action

pour toute la société. Cette obsolescence résulte pour une part d'une désexclusion sociale et politique réussie : les ouvriers peuvent désormais prétendre être des acteurs à part entière et, si insatisfaits soient-ils de leur situation, ils ne demandent plus ni "rôle dirigeant", ni statut particulier dans le changement social. Et même si l'on élargissait cette démarche au monde entier, on se retrouverait dans la même impasse : il est à la fois faux et inefficace de présenter le tiersmonde comme le "tiers-état" d'aujourd'hui car il est assez clair désormais que c'est par une intégration réussie dans les centres de l'économie-monde, et non par la destruction de ceux-ci, que les périphéries de la planète ont une chance de maîtriser leur développement.

Etre du côté des "petits" contre les "gros" a toujours été une approximation discutable; c'est désormais clairement improductif. La lutte contre toutes les exclusions est bonne pour le développement d'ensemble de la société; c'est ce qui demeure de l'utopie ouvrière. On peut même lui donner un sens plus fort. Ce qu'on appelle la "révolution de l'intelligence" à laquelle nous assistons exige de demander à chaque membre de la société toutes les contributions qu'il peut apporter : laisser des hommes et des femmes sur le bord du chemin est, y compris économiquement, aberrant. De plus, l'idée grandit que, même s'ils ne sont pas encore égaux, toutes les personnes doivent être traitées dans l'esprit d'une commune mesure propre à tous les êtres humains. On ne supporte plus aujourd'hui de confiner cette unité à des débats académiques, on veut la placer au fondement d'un humanisme concret, qu'expriment aussi bien les "restaurants du cœur" que le "devoir d'ingérence humanitaire".

L'exclusion est aujourd'hui probablement moins massive qu'il y a quelques décennies, mais elle plus visible et surtout jugée plus incompatible avec la civilisation. Tant mieux ! Mais la lutte contre l'exclusion ne résume pas l'idée qu'on peut se faire du progrès; elle peut même la brouiller, si la protection devient simple filet pour les groupes au lieu d'être tremplin pour les individus, si l'assistance devient assistanat. La désexclusion est un point de départ, un rattrapage des situations les plus douloureuses. Elle doit déboucher sur autre chose qui élimine autant que possible ses causes initiales. La gauche, ce ne devrait pas être seulement l'aide aux exclus, mais l'exclusion de l'exclusion.

De même, la demande de plus d'Etat, qui prend tout son sens positif pour ceux que leurs conditions d'existence menacent d'exclusion et empêchent d'être acteurs à part entière, devient franchement inacceptable si l'on en fait un principe général; l'étatisation protège alors, non plus des méfaits du capitalisme sauvage, mais de l'innovation, de l'émulation, et plus généralement empêche la société d'évaluer sa propre dynamique. L'étatisme renvoie à une approche défensive du progrès social. Demander toujours plus de droits, c'est-à-dire toujours plus de lois et de règles, c'est désespérer de la capacité des individus à faire valoir leur intérêts sans la béquille permanente de l'Etat. Poussée à sa limite, la logique de l'Etat-Providence participe d'un postulat inégalitaire non moins fataliste que celui qui sous-tend le libéralisme sauvage. L'enjeu actuel, c'est plutôt l'élargissement des libertés et de ses conditions d'exercice, seul moyen d'assurer une égalité qui ne soit pas soustractive.

En termes de politique économique, le débat entre thèses keynésienne et néo-classique demeure certes important et la dernière décennie a montré où conduisaient les interprétations caricaturales de l'une ou de l'autre école. Mais sa signification politique s'est atténuée : la conscience de la contradiction entre le libre jeu du marché et la nécessité que ce jeu soit régi par des règles qui transcendent les joueurs fait désormais consensus. Reconnaissons sans barguigner qu'un libéralisme raisonnable se différencie peu d'une social-démocratie modernisée. Les socialistes français tentent encore, pendant les

campagnes électorales, de redonner vie à ces simplismes. Lorsqu'ils sont au pouvoir, cependant, ils assument la réalité et montrent par leur pratique que le vrai débat est ailleurs, dans l'accès différentiel au marché, dans sa problématique transparence, dans l'inégale marge de manœuvre des acteurs et dans les conditions extra-économiques de production de la transaction économique. Poussés à leurs extrêmes ou amollis et convergents, socialisme et libéralisme montrent leur défaut majeur : ils participent tous deux d'une vision du monde exclusivement centrée sur l'argent et l'État. Le capitalisme, qui ne s'est jamais confondu avec le marché, ne se dépasse pas par le contingentement du marché mais par sa socialisation, c'est-à-dire par la mise en conformité de ses règles avec les fins de la société. Cela passe parfois par une extension du marché monétaire, notamment face aux monopoles, aux féodalités et aux corporatismes. Cela passe aussi par la mise en transparence, condition d'une délibération politique, de l'ensemble des processus techniques, sociologiques et politiques qui font la singularité du marché à un moment historique donné : la mise à plat de la péréquation, entre les différents partenaires, des valeurs ajoutées par la branche agro-alimentaire, par exemple, serait fort utile pour éclairer l'opinion sur les revendications des agriculteurs. Cela passe enfin par la mise en place de marchés non monétaires, là où l'argent, comme on le voit de plus en plus dans l'émergence de processus systémiques, ceux où l'on ne peut isoler une chaîne linéaire ("objectale") de production et de consommation. Les productions "systémiques" (ville, culture, notamment), n'est pas un régulateur efficace. Pour les biens dont la consommation est systémique (transports, éducation, recherche, arts), la notion de "service public" peut convenir à marché où l'opérateur direct (l'"usager") n'est pas le seul consommateur; une partie du prix est alors couverte par une collectivité qui peut-être la société tout entière, à travers l'État. Il ne s'agit pas alors de subvention mais de solvabilité partagée.

Pourquoi ne pas utiliser cette dualité pour aborder l'audio-visuel selon deux modalités distinctes? Le secteur "objectal" financé par la publicité et asservi aux niveaux d'audience se différencierait du secteur "systémique", financé, à travers la redevance, par toute la société, et géré selon un cahier des charges différent, inscrit donc lui aussi dans le marché, mais avec des atouts et des contraintes cohérents.

S'il est incontestable que le secteur public, concurrentiel ou non, présente un bilan technique et social de premier ordre, cela ne signifie pas qu'il faille s'en tenir à une conception "colbertiste"; celle-ci fut longtemps un remède efficace à l'atonie du patronat privé. Les données françaises et internationales du problème ont changé et le principe pourrait se muer en dogme. Il n'est nullement impératif, en effet, que les services publics soient assurés par des administrations ou par des sociétés nationalisées. Le contrôle partiel ou total de l'État (central ou local) sur le capital d'entreprises doit être conçu comme un cas particulier de la notion de service public : il s'agit d'un "service public d'investissement" qui s'applique à des productions dont la rentabilité ne peut être effective, pendant une période au moins, pour des opérateurs isolés, comme c'est le cas pour les industries de pointe demandant un effort de recherche considérable au départ. Par ailleurs, les situations où une entreprise, publique ou privée, dispose du monopole de la production d'un bien sont souvent porteuses de malignité. Sans croire à la magie de la libre-concurrence, qui aboutit parfois au condominium d'oligopoles occultes, reconnaissons que l'existence d'une pluralité d'opérateurs sur le marché apparaît comme une condition non suffisante mais nécessaire à la correspondance, toujours en mouvement, entre demande des consommateurs et offre des producteurs. Autrement dit, la pertinence et même l'extension du marché n'est, à condition que les "règles du jeu" éthiques, juridiques, budgétaires et fiscales fixées par la société l'orientent

dans des directions conformes aux fins qu'elle se donne, nullement antinomique avec la prise en compte d'intérêts collectifs.

Ainsi, dans l'ensemble, le socialisme, comme conception politique issue du mouvement ouvrier et fondée sur la demande d'une répartition étatique des biens marchands, a cessé d'exister. Si on le sait, il faut le dire et passer à autre chose.

La gauche de 1789 est heureuse mais fatiguée.

Ce n'est pas parce qu'ils rencontrent leur limites, mais parce qu'ils entrent dans la réalité que les idéaux de 1789, la première grande utopie de la gauche, sont devenus insuffisants. Liberté, égalité et fraternité ? La démocratie représentative, les droits de l'homme, le marché, la protection sociale, l'élargissement de l'instruction et de la culture leur donnent corps. Toutes ces valeurs sont, sans aucun doute, loin d'être pleinement réalisées où que ce soit et on peut passer sa vie à lutter pour que nos sociétés s'en approchent davantage. Il reste que, à l'exception de la droite la plus extrême, ces idéaux rencontrent pour l'essentiel un large consensus dans les sociétés du monde développé. Les divergences apparaissent, c'est vrai, dans les procédures de mise en œuvre concrète, et cela n'est pas négligeable. Mais le champ politique est bien différent de ce qu'il était il y a un siècle lorsque près de la moitié des Français soutenaient des partis qui s'opposaient par principe à la démocratie, à la laïcité et à la république. De cette comparaison, faut-il conclure comme le font certains, qu'il faudrait revenir au "bon vieux temps" où la gauche et la droite étaient clairement identifiables ? Certainement pas. Que la politique cesse pour une part d'être une affaire de passions destructrices — familiales, religieuses, nationales, ... —, nul ne saurait s'en plaindre. Le désenchantement de la politique (la politique ne peut pas tout) et le refroidissement de ses débats qui en résulte constitue un acquis à préserver, notamment face aux tenants de l'irresponsabilité et de la haine. Est-ce à dire pour autant que l'histoire encore à écrire du débat politique ne puisse se nourrir que d'idéaux bicentennaires et de valeurs reconnues ? Probablement pas. La nécessité d'inventer de nouvelles lignes de clivage n'est pas liée au style de la vie politique, mais à l'état de la société. Le monde a changé, les réalités et les désirs ont évolué. Les horizons individuels et collectifs sont forcément différents et les lignes de force du champ politique doivent suivre — ou mourir. En témoigne la nouvelle structuration du champ politique en Europe de l'Est, qui, parce qu'il partait de zéro, pouvait choisir plus librement son positionnement : la gauche tchèque, hongroise et polonaise ne s'oppose à la droite ni sur le thème du marché, ni, pour l'essentiel, sur celui de la forme du gouvernement, mais sur la sortie plus ou moins rapide des vieilles transcendances nationalistes ou religieuses et sur l'entrée dans une logique sociale centrée sur les individus. Chez nous, tout en continuant de mériter le titre de meilleure (mais pas unique) héritière de la Révolution française, la gauche doit, si elle veut conserver ce qui la définit et l'anime, se transformer en profondeur.

L'ambition raisonnable : une nouvelle utopie.

La gauche a donc besoin d'être réinventée. Elle reste la gauche, pas seulement comme parti du mouvement, ce qui est aujourd'hui où tout change, encore plus vague qu'autrefois. Elle est d'abord le parti du progrès, et ce n'est pas qu'une étiquette. L'idée de progrès, en effet, ne fait pas consensus. De quoi s'agit-il ?

D'abord d'un constat : la société d'aujourd'hui ressemble à nos désirs d'hier. Cela semble bien montrer que les sociétés fonctionnent comme système de finalités mouvantes et contradictoires et que les hommes disposent en fin de compte d'une prise réelle sur leur devenir historique. Le rejet justifié des "sens de l'histoire" inéluctables n'infirme pas mais au contraire élargit l'espace de la liberté de faire l'histoire. Ce que nous savons, c'est que les erreurs de jugement sont inévitables et que la prudence s'impose chaque fois — presque toujours — que l'on maîtrise imparfaitement les paramètres de la décision. Nous savons que le meilleur remède à cette difficulté, c'est d'introduire le maximum de pluralité des acteurs : démocratie du vote, écoute critique des experts, protections juridiques, conscience active des limites de l'action volontaire. Nous savons aussi que les temps longs doivent absolument être pris en compte : pas de défense de l'environnement, pas d'aménagement du territoire, pas de protection sociale, pas de système productif efficace dans la seule gestion conjoncturelle. Or ce temps long n'étant pas celui de la vie politique explicite (sondages, élections, carrières,...), il existe une grave antinomie entre les deux rythmes. Prendre délibérément le parti du projet suppose un investissement, donc un risque, celui de donner l'impression aux électeurs qu'on renvoie "aux calendes" leurs demandes. C'est pourtant la seule attitude éthiquement acceptable, mais aussi la seule politiquement efficace. Car la pratique de l'alternance soumet tous les partis à cette déplaisante question : "Pourquoi ne l'avez-vous pas fait il y a dix ans ?"

Assumer l'idée de progrès, c'est rejeter les idéologies qui prétendent imposer à la société un ordre extérieur aux choix de ses membres, que le fondement en soit religieux ou "naturel". Un certain intégrisme écologiste confond production et prédation : il condamne l'idée de production au nom des dégâts entraînés par les prélèvements destructeurs opérés sur la nature, notamment dans la phase industrielle de notre histoire. L'enjeu actuel est de promouvoir une production véritable, capable, tout en créant des biens, de reproduire, à court et à long terme, les conditions de son existence, c'est-à-dire de protéger ses ressources naturelles et humaines. Ce courant anti-humaniste prétend au contraire définir une fois pour toutes des limites à l'action humaine, à ses besoins, à ses désirs. Cela n'a pas de sens et pas d'avenir. Nous ne pouvons pas nous défaire de notre liberté de définir ce qui est bon pour nous. Parce que les hommes ont la capacité de conscience et de réflexivité, c'est le destin commun de l'humanité que de dessiner elle-même les horizons de son devenir.

Bref, dans le cadre d'un progrès relativisé par sa propre histoire et désenchanté par la conscience des aberrations qu'on a pu produire en son nom, les conditions semblent bien réalisées pour proposer une nouvelle manière de dessiner l'horizon : modeste, consciente de ses limites de prévision et d'action, mais en même temps ambitieuse parce que globale et anticipatrice. Ce dont la gauche manque le plus, ce n'est pas d'une manière audacieuse de résoudre les problèmes déjà posés, mais d'une manière raisonnable de poser des problèmes qui ne se posent pas encore clairement. Dans cette perspective, nous avançons l'idée que deux valeurs peuvent servir de fondement à une nouvelle perspective : l'individu et la société. L'utopie pour aujourd'hui, c'est de fabriquer à la fois plus d'individu et plus de société, qu'on ne prenne plus à l'un pour donner à l'autre, mais que la relation entre les deux devienne un jeu à somme positive. Cette démarche est loin d'être entièrement nouvelle. Elle prend ses racines dans la philosophie grecque, le christianisme médiéval, les Lumières, mais aussi chez les penseurs juifs et musulmans et même dans le bouddhisme et le confucianisme. Ce qui est nouveau, c'est de faire "descendre" cette conception du piédestal de la discussion éthique et de la mettre en jeu

dans le débat de la société. C'est de dire : "Supposons une organisation sociale telle que le développement de l'individu soit la seule fin assignable et que pour cela la société soit le seul outil, alors..."

Alors... Nous voudrions présenter une démarche projectuelle, compatible avec des mesures immédiates et des effets concrets, dans l'esprit de cette utopie, montrer les conséquences pratiques des options proposées, donner à voir aussi ses contraires et définir ainsi de nouvelles lignes de partage — de séparation, d'opposition, d'échange et de solidarité — du champ politique.

Esquisses pour un nouveau progressisme.

Dans les lignes qui suivent, nous voudrions mettre l'accent sur quelques valeurs fondamentales qui développent l'utopie de l'"individualisme sociétal". Comme on le verra, chaque thème peut se traduire par des actions publiques immédiates.

Vive l'individualisme !

Il convient d'abord de se débarrasser d'un vieux couple qui a empoisonné la relation de la gauche à la modernité. Non, individualisme n'est pas synonyme d'égoïsme ! Le développement de l'individualité va de pair, depuis deux siècles au moins, avec la multiplication de groupes de solidarité et d'interaction fondés sur une finalité affective ou cognitive. Que fait l'individu libre, celui que rien ne limite ni ne menace ? Il va vers les autres. Son altruisme croît en raison directe, et non inverse, de son développement individuel. La multiplication des associations d'intérêt général, le renforcement du mutualisme, l'émergence de l'économie sociale, l'apparition d'entreprises individuelles ou pluri-individuelles à forte composante créative et en général la floraison de millions de groupes choisis, définis par le projet, tantôt éphémère, tantôt durable, de ses membres en témoigne.

Aussi doit-on clamer avec force : institutions, entreprises, organisations, respectez les individus ! Car nous vivons encore dans une société marquée de collectivisme dans ce qu'il a de plus stérilisant. Comment est-il concevable que tant d'écoliers et de salariés, tant d'usagers des PTT ou des hôpitaux, de la police ou de la justice, soient encore traités comme des objets, comme des machines ou comme des nombres — comme des chiens ? Comment est-il possible que l'expression "service public" soit si souvent perçue comme une antiphrase et qu'il faille de longues séances de formation continue pour expliquer au personnel de tout grade des entreprises publiques ou des administrations que l'usager est aussi un citoyen, un client, une personne en somme ? Nous ne manquons pourtant pas de moyens pour persuader employeurs, cadres et salariés qu'ils sont des individus face à d'autres individus, et pour les inciter, par des mesures techniques mais surtout par l'instauration d'un climat social différent, à fixer d'eux-mêmes des limites au pouvoir sur autrui que leur position leur donne.

L'autre principe, indissociable du premier, est la responsabilité. Individu, prends-toi en charge, prends-toi en main ! La tradition française nous a légué un faux individualisme, qui oppose toujours à une institution toute-puissante un rôleur irresponsable. Des salariés qui ne veulent rien savoir de la gestion de leur entreprise ("Le patron peut payer.") aux communes qui se considèrent libres de tout engagement ("L'Etat doit payer.")

en passant par le commerçant qui prend tout impôt pour un vol et tout service public pour un dû, notre vie quotidienne est pleine à craquer d'irresponsabilités de ce genre. Dans la société française, il y a un déficit net d'acteurs : les exclus "objectifs", mais aussi tous ceux qui, pour une raison ou une autre, restent sur les marges. Les Français sont les champions du monde de la consommation de psychotropes : a-t-on bien compris que ce n'est pas seulement un sujet de "société" pour les hebdomadaires, mais un vrai grand problème politique ? Disons-le clairement : on ne développera pas la France avec des acteurs qui se défont ou se défilent. Nous ne manquons pourtant pas de moyens pour encourager l'initiative socialement utile (propositions d'amélioration de la qualité de la production venant des travailleurs ou des consommateurs, suggestions d'usagers, création d'entreprises innovantes,...) et pour convaincre les Français, par des mesures techniques mais surtout par l'instauration d'un climat social différent, que rien ne se fera sans leur mobilisation et leur engagement.

Le manque de respect, l'absence de responsabilité : ceux qui en ont souffert le plus, ce sont ceux qui ont été ou sont encore victimes de la relégation systématique de la part des autres membres de la société. Sexisme, âgisme et racisme sont trois plaies majeures de nos rapports sociaux. Pour les deux premiers -ismes, les choses s'améliorent incontestablement, mais nous ne sommes qu'à mi-chemin. Pour le troisième, nous vivons une phase de xénophobie aiguë dont les effets malsains sont évidents. On voudrait insister ici sur la méthode : respectés et responsables, les femmes, les jeunes et les vieux, les étrangers doivent l'être en tant qu'individus et non en tant que membres d'un groupe imposé. Le différencialisme à l'américaine fondé sur l'enclavement communautaire accroît finalement les haines et retarde, au nom de l'intérêt du groupe, la référence à une éthique commune. Il est heureux que les femmes, et avec elles les sociétés en général, d'Europe aient choisi une autre voie, dont les résultats sont très positifs. La marche vers l'égalité hommes/femmes a l'effet bénéfique de permettre une remise en cause des soi-disants traits comportementaux spécifiques, intellectuels ou affectifs, que le sexisme dominant attribuait à chacun des sexes. Le dépassement de ces matrices idéologiques permet aujourd'hui que les modèles biographiques mutilants, celui de la femme au foyer comme celui du cadre d'entreprise unidimensionnel, soient contestés. Le politique, ce devrait être un espace où cette évolution est rendue visible et encouragée, afin qu'elle diffuse dans l'ensemble du corps social.

Cosmopolite : c'est ton destin!

Si l'individu est le seul horizon de l'action politique, le monde est sa seule frontière. La planète, en effet, conquiert lentement sa souveraineté. Les problèmes à cette échelle n'y sont pas véritablement nouveaux, mais il faudrait être aveugle désormais pour ne plus les voir. Ce qui est nouveau, c'est leur ampleur, résultat de la puissance d'action et d'interaction des sociétés, mais aussi leur nature : il n'y a plus seulement une économie-monde tentaculaire, mais, dans tous les secteurs de la vie sociale, le réseau de plus en plus dense d'une société-monde. L'enjeu n'est donc plus seulement d'intervenir au coup par coup sur des dossiers explosifs (famines, catastrophes, épidémies), mais de définir un bloc de compétences de niveau mondial. Une "gouvernementalité" mondiale, avec sa subsidiarité propre, une citoyenneté mondiale, ses droits et ses devoirs s'esquissent sous nos yeux. La fin de la Guerre froide et du brouillage éthique qu'elle produisait fait sentir ses effets heureux. Le droit international cesse, dans la douleur, d'être

l'appendice interétatique des édifices juridiques nationaux. Ce qui est novateur dans la guerre du Golfe et dans ses suites, l'assistance aux Kurdes et la conférence de Madrid sur le Proche-Orient, c'est le rejet par l'opinion publique internationale d'une éthique self-service. L'idée d'une loi commune à toute l'humanité, même si on se lamente à juste raison sur les lacunes de son application, fait son chemin. L'universalisme, qui a souvent progressé jusqu'ici par la diffusion des techniques ou l'extension des guerres, devient affaire de communication et spécialement de communication politique. De véritables partis mondiaux (mouvements humanitaires ou écologiques, ONG, Eglises) jouent un rôle majeur dans la dynamique de la planète : ils ont ainsi largement contribué à la chute du communisme. L'Onu a retrouvé ses marques et occupe le devant de la scène au Cambodge, en Afghanistan, au Sahara Occidental, en Yougoslavie, au Salvador, ... Elle constitue un instrument essentiel pour lutter contre les pulsions de fragmentation que la fin de la guerre froide a récemment libérées.

Dans ce contexte, le "provincialisme" français n'a plus sa place, s'il l'a jamais eue. Nous serons cosmopolites ou nous mourrons dans l'indifférence générale. Nous ? notre économie, notre culture, ce à quoi nous croyons. L'idée de se protéger en s'isolant d'un monde turbulent est devenue totalement absurde. Regardons ce qu'ont coûté à la Russie ses soixante-dix ans d'"auto-suffisance". Ceux qui refusent de frotter notre culture, nos travaux, nos intelligences aux grands courants planétaires sont des gens dangereux. On le dit pour l'extrême-droite; il faudrait le dire aussi pour les tendances similaires qui se réclament de la gauche. Le protectionnisme, qu'il touche les esprits ou les marchandises est suicidaire car, provoquant un affaiblissement de la qualité des productions d'une société, il l'oblige à élever sans cesse de nouvelles barrières. L'intérêt des travailleurs comme des consommateurs français ne consiste pas à faire corps avec les patrons, parfois français, des industries établies sur notre sol. Pour une société, l'important est d'atteindre sur place les plus hautes valeurs ajoutées, les emplois les plus qualifiés, les techniques les plus en pointe, et non de défendre des productions obsolètes et des rapports sociaux archaïques. La concurrence exige, c'est certain, une égalité minimale et une symétrie des marchés. Le financement public d'une télévision à haute définition européenne est justifié parce qu'il suppose un investissement stratégique qui dépasse les capacités des entreprises. En revanche, le protectionnisme purement défensif prépare des catastrophes, comme la sidérurgie en a connues et comme le complexe militaro-industriel, typique d'une conception impériale de la puissance, en subit actuellement. Que M. Calvet construise des voitures du vingt-et-unième siècle, en commençant par supprimer ce qui, dans l'organisation du travail de son entreprise, rappelle le dix-neuvième, et il méritera un soutien plus ferme ! Que Mme Cresson, puisqu'elle a cessé de traiter les Japonais de "fourmis" et a lancé un ambitieux programme de restructurations, s'attaque aux problèmes structurels de l'industrie française (poids trop élevé du secteur militaire dans la recherche-développement, maintien d'un fort volume d'emplois peu qualifiés et mal payés, paternalisme des relations sociales, insuffisance de la fonction commerciale) et sa cause sera plus respectable !

Dans le domaine de la culture, également, identité et ouverture ne sont pas opposées mais complémentaires. L'exemple de la langue française l'illustre bien. La promouvoir dans le monde est une grande cause, insuffisamment défendue jusqu'ici. C'est important parce qu'une véritable communication entre les cultures implique d'accéder, en direct, à leurs modes de vie, à leurs conceptions du monde, à leurs œuvres. Dans cette perspective, il est impératif que ce soit une langue ouverte sur l'innovation, sur les apports extérieurs, sur les nouvelles manières de s'exprimer qui soit diffusée :

quoi de mieux qu'une langue pour exprimer une identité en mouvement ? C'est dire à quel point la conception patrimoniale du français, incarnée dans le conservatisme antédiluvien de certaines institutions, constitue une catastrophe pour notre langue. Cela se traduit par la résistance à toute adaptation significative des règles orthographiques et grammaticales, ce qui oppose le français à la quasi-totalité de ses voisins. D'autre part, le refus de prendre la mesure de la place de l'anglais dans les échanges internationaux aboutit à s'arc-bouter sur des lignes Maginot depuis longtemps contournées, alors qu'il faudrait en faire un point d'appui pour un multilinguisme inéluctable. La francophonie ne doit plus rêver redevenir la langue d'un empire apprenant à parler petit-nègre à des clients analphabètes. Tintin au Congo, c'est fini ! Le français doit être rédéployé comme langue de civilisation qui, on le voit à chaque sommet, suscite de plus en plus d'intérêt dans le monde. Et c'est l'ensemble des francophones, co-gérants du capital "langue française", qui doivent le faire fructifier.

Dans les autres domaines culturels (sciences, arts, arts de vivre), l'identité de la France et de l'Europe doit être confortée. Car on ne crée de l'universel qu'à partir du singulier. "Être né quelque part", c'est aussi notre destin. Ici les aspects exemplaires de l'histoire de l'Europe peuvent être relevés : être soi-même en pensant sans cesse à l'autre, qui nous dérange par sa différence mais qui nous stimule par ses exigences recevables, qui est prêt à nous écouter si nous lui parlons. Aussi, convient-il d'adopter face aux productions culturelles américaines, et demain japonaises, une attitude de principe : oui à l'interpénétration des cultures, condition de possibilité d'unification dans une culture universelle. Non au nivellement par le bas, à l'uniformisation par une sous-culture appauvrissante. Tout, le bon et le moins bon, vaut d'être disponible pour tous ; chacun reste libre de s'attacher à ce qui lui plaît. Mais était-il vraiment utile d'engager lourdement l'État, à travers son budget, dans un projet aussi pauvre qu'Euro-Disneyland ?

Dans l'ensemble, nous, Français, devons renoncer à notre habitus impérial. Disons-le clairement : la puissance diplomatico-militaire de son État est une condition rarement nécessaire, jamais suffisante pour assurer le bien-être d'une société. Plusieurs dimensions distinctes concourent au développement. Les États ne sont pas des entreprises et les entreprises ne se comportent pas comme des États. Les deux logiques peuvent se rencontrer, mais la divergence entre les réseaux d'entreprises mondialisées et la structure territoriale des États actuels ne peut que croître. Seuls des niveaux politiques adaptés, aux échelles continentale et mondiale, peuvent créer un contrepoids et permettre un contrôle adéquat des grandes firmes. Pour défendre les intérêts de la société française, il faut non freiner, mais encourager l'émergence de souverainetés politiques supranationales. C'est vrai aussi si l'on veut transformer l'actuelle charité envers le Tiers-Monde en une véritable solidarité. Cela exige un véritable échange (et c'est possible comme le montre le "troc écologique", dette contre environnement, des green swaps) avec les interlocuteurs pertinents (et non, comme dans la tradition coloniale française, avec les seuls États, aussi dictatoriaux et corrompus soient-ils). C'est vrai enfin si l'on veut libérer les économies du Sud, mais aussi notre propre budget, d'une partie au moins des dépenses improductives qu'impose la défense. Si l'on veut le faire sans pour autant baisser la garde, il est impératif que le risque de guerre diminue et que la prévention l'emporte peu à peu sur les crises armées. Comment aller dans ce sens sans imposer des méthodes de résolution des conflits acceptées par tous ?

L'avenir appartient donc, pour une part croissante, à un gouvernement du monde par les citoyens du monde. Cela reste encore une utopie, et la réalité ressemble

plutôt à un conglomérat mouvant de condominiums instables. Le décalage entre ce qui existe et ce qui serait nécessaire demeure patent et les risques de catastrophes de tous ordres bien réels. L'idéal serait qu'une Onu rénovée assume l'ensemble des fonctions politiques de niveau planétaire. Trois directions peuvent être envisagées pour y parvenir :

- le renforcement du secrétariat général, qui à l'instar de la Commission européenne, coifferait l'ensemble des organisations onusiennes (Unesco, Banque Mondiale, FAO, etc.) et détiendrait des fonctions exécutives explicites, notamment dans le domaine écologique;
- la démocratisation par la création d'une Assemblée des citoyens, formant Congrès avec l'actuelle Assemblée (générale) des Etats; les membres de cette nouvelle chambre seraient désignés (en attendant une élection directe) par les parlements nationaux, à condition que ceux-ci soient démocratiquement élus — ce qui donnerait une impulsion au mouvement de démocratisation;
- la mise en place d'une force quasi-permanente de maintien de la paix pour l'usage de laquelle le Conseil de Sécurité conserverait le droit de veto mais qui serait commandée par un conseil militaire nommé par le secrétaire général.

Toutes ces réformes, ou d'autres comparables, demanderont un long cheminement. N'est-il pas temps d'en lancer dès maintenant la discussion ?

L'Europe, vite.

L'Europe ne peut plus être un chapitre particulier dans un programme politique. Elle doit structurer l'ensemble de la démarche car c'est, et ce sera, là que se trouveront l'essentiel des bifurcations sur lesquelles les citoyens peuvent intervenir : ce n'est pas tant l'union économique et monétaire, désormais sur les rails et dont les effets (taille des entreprises, marché, convergence des politiques monétaires) sont déjà sensibles, que l'émergence d'un espace socio-politique commun, la construction d'un sujet géopolitique de plein exercice et l'élargissement vers l'Est et le Sud qui constitueront les enjeux majeurs des prochaines décennies. Les conséquences en seront importantes dans tous les domaines où les citoyens ont l'habitude de dialoguer avant de décider. C'est notamment le cas de la constitution d'un contrepoids "social" à l'Europe déjà depuis longtemps effective des firmes multinationales. L'enjeu de la démocratisation de l'Europe devient en somme une question préalable à toutes les autres; si elle n'était pas traitée rapidement, si l'interaction continuait de se limiter à deux voix, les Etats et leurs délégués, cela pourrait signifier un pas en arrière dommageable. L'élargissement des compétences du Parlement européen et la constitution de puissants partis européens sont donc la contrepartie urgente des accords de Maastricht. C'est d'autant plus nécessaire que l'idée européenne, menacée par les nationalismes néo-fasciste, néo-gaulliste, communiste et archéo-socialiste, n'est actuellement que faiblement majoritaire en France. Aussi ceux qui ont compris l'importance de la question européenne devraient-ils s'employer à faire de ce thème une ligne de force essentielle du champ politique français, un levier majeur pour sa recomposition.

Faire l'Europe, c'est aussi répondre rapidement à la question : "Pourquoi sommes-nous européens ?" Certains disent, implicitement, subrepticement : pour vendre plus de Peugeot... pour embêter les Américains... Nous pensons quant à nous que c'est l'idée d'une société européenne qui doit organiser notre projet. Cela veut dire que nous croyons possible la mise en commun des patrimoines (l'histoire l'a déjà largement fait)

et des ambitions des Européens pour construire un devenir librement choisi. Cela veut dire également que nous estimons intéressant pour les autres sociétés de rendre visible un modèle européen; celui-ci peut se définir comme une prise de conscience que l'Autre m'aide à être moi-même. Les Européens ont longtemps résisté à leur interpénétration et à leur interdépendance par une obsession sanglante de l'État-nation traduite en d'interminables guerres, mais ils semblent avoir enfin compris que la dynamique pacifique des contradictions — l'invention d'une société — était la solution la plus sage et la plus productive. La définition plus précise et plus forte d'un tel projet est capitale pour relever un défi dont l'issue n'est pas évidente : c'est la première fois dans l'histoire et à cette échelle qu'une société se crée pacifiquement, par coalescence de sociétés existantes. Pour que nous ayons vraiment envie d'être européens, il faut que nous sachions pourquoi et pour quoi.

Avancer dans cette voie exige de définir qui est européen. La réponse pourrait être : qui veut l'être, qui veut l'être vraiment. L'examen de passage devrait donc se déplacer vers une barrière moins topographique (est européen celui qui habite entre l'Atlantique et l'Oural), moins économique (est européen celui qui est au moins aussi riche que nous), moins géopolitique (est européen celui qui s'allie avec nous contre les non-Européens), mais plus centrée sur la culture, la civilisation, le projet. Ainsi ne paraît-il pas raisonnable actuellement de mélanger trois niveaux d'européanité à l'Est : l'Europe centrale (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Slovaquie, Croatie, pays baltes), l'Europe balkanique et le monde russe, qui ne se situent pas au même point selon ces critères. Si l'on est capable de penser ensemble ces réalités, la CSCF, qui vise à établir la paix, la Confédération européenne (appuyée sur un Conseil de l'Europe renforcé), capable d'instaurer un espace politique et culturel commun, la Communauté Européenne, en voie de devenir une société "complète", peuvent donc être développés de pair et non successivement.

Si l'Europe est un modèle de société, son aire d'application est le monde. Économiquement déjà dépassée, l'échelle européenne n'a de sens que si elle s'assume comme contribution à l'échelle planétaire. On s'aperçoit chaque jour un peu plus que les institutions européennes ne peuvent prendre leur sens que dans un cadre élargi. La monnaie ? C'est pour peser dans une remise en ordre des flux financiers mondiaux. La défense ? Au-delà de la nécessaire défense territoriale du continent (que l'UEO, articulée à la Communauté, peut prendre en charge en intégrant à terme les forces stratégiques françaises et britanniques), c'est pour participer activement aux forces de maintien de la paix sous l'égide de l'Onu. Le bien-être ? Chacun sait que, à moins de transformer l'Europe en bunker, ce qui serait la négation même du projet initial, c'est par la diffusion sur des marges sans cesse étendues d'un co-développement que l'inégalité Nord/Sud et les tensions qui en résultent pourront être atténuées. L'environnement ? Les pollutions, on le sait depuis Tchernobyl, ne respectent pas les frontières, même communautaires. L'Europe, c'est l'avant-dernier échelon d'un fédéralisme qu'il faudra tôt ou tard conduire à son terme. D'une manière tout autre — plus pacifique, plus culturelle, plus citoyenne — que les explorateurs et les colonisateurs ne l'imaginaient, le destin de l'Europe, c'est le monde.